

## Informations de base

**2013/0191(COD)**

COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)  
Règlement

Pêche et santé animale: modification de certains règlements en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union

Modification Règlement (EC) No 850/98 [1996/0160\(CNS\)](#)  
Modification Règlement (EC) No 1069/2009 [2008/0110\(COD\)](#)  
Modification Règlement (EC) No 1224/2009 [2008/0216\(CNS\)](#)  
Modification Règlement (EU) No 1379/2013 [2011/0194\(COD\)](#)  
Modification Règlement (EU) No 1380/2013 [2011/0195\(COD\)](#)

### Subject

3.10.08 Police sanitaire animale, législation et pharmacie vétérinaire  
3.15.01 Conservation des ressources halieutiques et de pêche  
3.15.03 Flottes de pêche, sécurité des navires de pêche  
3.15.06 Industrie, produits et statistiques de la pêche  
3.15.07 Contrôle et réglementation des pêches, des bateaux, des zones de pêche  
4.60.04.04 Sûreté alimentaire  
4.70.06 Régions périphériques et ultrapériphériques, territoires et pays d'outre-mer

### Zone géographique

France  
Mayotte

Procédure terminée

## Acteurs principaux

Parlement européen

### Commission au fond

**PECH**

Pêche

### Rapporteur(e)

[FERREIRA João \(GUE/NGL\)](#)

### Date de nomination

10/07/2013

Rapporteur(e) fictif/fictive

[CADEC Alain \(PPE\)](#)

[THOMAS Isabelle \(S&D\)](#)

[GALLAGHER Pat the Cope \(ALDE\)](#)

[BESSET Jean-Paul \(Verts /ALE\)](#)

### Commission pour avis

**ENVI**



Environnement, santé publique et sécurité alimentaire

### Rapporteur(e) pour avis

La commission a décidé de ne pas donner d'avis.


### Date de nomination

	<b>REGI</b> Développement régional	TIROLIEN Patrice (S&D)	11/07/2013
	<b>Commission pour avis sur la base juridique</b>	<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>JURI</b> Affaires juridiques	VOSS Axel (PPE)	14/10/2013
Conseil de l'Union européenne	<b>Formation du Conseil</b>	<b>Réunions</b>	<b>Date</b>
	Affaires générales	3287	2013-12-17
Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>	<b>Commissaire</b>	
	Politique régionale et urbaine	HAHN Johannes	
Comité économique et social européen			
Comité européen des régions			

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
13/06/2013	Publication de la proposition législative	COM(2013)0417 	Résumé
01/07/2013	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
27/11/2013	Vote en commission, 1ère lecture		
02/12/2013	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A7-0425/2013	Résumé
12/12/2013	Décision du Parlement, 1ère lecture	T7-0591/2013	Résumé
12/12/2013	Résultat du vote au parlement		
17/12/2013	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
17/12/2013	Signature de l'acte final		
17/12/2013	Fin de la procédure au Parlement		
28/12/2013	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	2013/0191(COD)
<b>Type de procédure</b>	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
<b>Sous-type de procédure</b>	Note thématique
<b>Instrument législatif</b>	Règlement

<b>Modifications et abrogations</b>	<a href="#">Modification Règlement (EC) No 850/98 1996/0160(CNS)</a> <a href="#">Modification Règlement (EC) No 1069/2009 2008/0110(COD)</a> <a href="#">Modification Règlement (EC) No 1224/2009 2008/0216(CNS)</a> <a href="#">Modification Règlement (EU) No 1379/2013 2011/0194(COD)</a> <a href="#">Modification Règlement (EU) No 1380/2013 2011/0195(COD)</a>
<b>Base juridique</b>	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 168-p4 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 043-p2
<b>Consultation obligatoire d'autres institutions</b>	<a href="#">Comité économique et social européen</a> <a href="#">Comité européen des régions</a>
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée
<b>Dossier de la commission</b>	PECH/7/13042

<a href="#">Portail de documentation</a>				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE516.743</a>	15/10/2013	
Avis de la commission	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">REGI</span>	<a href="#">PE519.805</a>	16/10/2013	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE521.737</a>	06/11/2013	
Avis spécifique	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">JURI</span>	<a href="#">PE522.888</a>	08/11/2013	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A7-0425/2013</a>	02/12/2013	<a href="#">Résumé</a>
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T7-0591/2013</a>	12/12/2013	<a href="#">Résumé</a>
<b>Conseil de l'Union</b>				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif complémentaire		<a href="#">14342/2013</a>	07/10/2013	<a href="#">Résumé</a>
<b>Commission Européenne</b>				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		<a href="#">COM(2013)0417</a> 	13/06/2013	<a href="#">Résumé</a>
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		<a href="#">SP(2014)148</a>	13/02/2014	
<b>Parlements nationaux</b>				
Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">IT_SENATE</span>	<a href="#">COM(2013)0417</a>	31/07/2013	
Contribution	<span style="border: 1px solid red; padding: 2px;">ES_PARLIAMENT</span>	<a href="#">COM(2013)0417</a>	15/09/2013	
<b>Autres Institutions et organes</b>				

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES5566/2013	18/09/2013	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Parlements nationaux	IPEX	
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final	
<p>Règlement 2013/1385 JO L 354 28.12.2013, p. 0086</p> <p>Rectificatif à l'acte final 32013R1385R(02) JO L 122 17.05.2018, p. 0035</p>	Résumé

## Pêche et santé animale: modification de certains règlements en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union

2013/0191(COD) - 13/06/2013 - Document de base législatif

OBJECTIF : modifier certains règlements dans le domaine de la pêche et de la santé animale en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : par la décision 2012/419/UE, **le Conseil européen a modifié le statut à l'égard de l'Union européenne de Mayotte avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014**. En conséquence, à compter de cette date, Mayotte cessera d'être un territoire d'outre-mer pour devenir **une région ultrapériphérique** au sens de l'article 349 et de l'article 355, paragraphe 1, du TFUE. Le droit de l'Union s'appliquera à Mayotte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La présente proposition tient compte des demandes adressées par les autorités françaises afin que l'acquis de l'Union soit modifié par des mesures spécifiques applicables à Mayotte, dans différents domaines, tels que la pêche et la santé animale. L'examen de la situation de Mayotte a révélé qu'il était nécessaire de protéger la situation biologique sensible de ses eaux. En outre, sur certains points, la France a besoin d'un délai supplémentaire pour se conformer à l'acquis de l'Union à l'égard de Mayotte.

Les modifications proposées concernent toutes des règlements relatifs au domaine de la pêche et de la santé animale. Par souci de simplicité et de rapidité, il a été jugé opportun de rassembler les modifications à apporter à plusieurs actes dans une proposition unique.

ANALYSE D'IMPACT : la Commission n'a pas eu recours à une analyse d'impact.

BASE JURIDIQUE : article 43, paragraphe 2, et son article 168, paragraphe 4, point b), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

CONTENU : compte tenu de la situation particulière de Mayotte, la Commission propose de **modifier certains règlements dans le domaine de la pêche et de la santé animale**.

**Dans le domaine de la pêche**, les modifications proposées visent notamment à :

- **inclure les eaux bordant Mayotte** dans le champ d'application du règlement (CE) n° 850/98 du Conseil visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins et à interdire l'utilisation de sennes tournantes pour encercler des bancs de thon et d'espèces similaires dans la zone de 24 milles à partir des lignes de base de l'île de manière à préserver les bancs de grands migrants à proximité de l'île de Mayotte;
-

- accorder un **délaï supplémentaire** à la France pour se conformer à l'acquis de l'Union à l'égard de Mayotte, notamment en ce qui concerne les obligations relatives à l'enregistrement et au contrôle dans le secteur de la pêche, dans la mesure où elles concernent certains navires qui sont éparpillés autour de l'île et qui ne sont pas associés à un site de débarquement particulier.

Dans le domaine de la santé animale, il est proposé de modifier le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil afin d'octroyer à la France une **période transitoire de cinq ans** en ce qui concerne Mayotte, pour lui permettre d'établir l'infrastructure nécessaire au recensement, à la manipulation, au transport, au traitement et à l'élimination des sous-produits animaux.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE : la proposition n'a aucune incidence budgétaire.

## Pêche et santé animale: modification de certains règlements en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union

2013/0191(COD) - 07/10/2013 - Document de base législatif complémentaire

Le Conseil a adopté une proposition de **texte de compromis** relatif à règlement du Conseil portant modification de certains règlements dans le domaine de la pêche et de la santé animale en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union.

Les modifications proposées par la présidence sont les suivantes :

La proposition serait fondée sur l'**article 349** du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Le Conseil statuerait après avis du Parlement européen suivant une **procédure législative spéciale**.

Il est précisé Mayotte devrait être considéré comme une **région ultrapériphérique** au sens de l'article 349 du TFUE et qu'il y a lieu de prévoir certaines mesures spécifiques, justifiées par la situation économique, sociale et structurelle particulière de Mayotte, qui est aggravée par son éloignement, de son insularité, de sa petite taille, de sa topographie et de son climat difficiles, dans un certain nombre de domaines.

Il est proposé de modifier le **règlement OCM** - c'est-à-dire règlement portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture de façon à prévoir une dérogation aux règles relatives à l'étiquetage des produits de la pêche proposés à la vente au détail au consommateur final à Mayotte, **jusqu'au 31 décembre 2021**.

De plus, le **règlement relatif à la politique commune de la pêche** devrait être modifié de façon à préciser que la France :

- serait autorisée, **jusqu'au 31 décembre 2025**, à introduire une nouvelle capacité dans les différents segments visés à l'annexe XX, sans retrait d'une capacité équivalente ;
- serait dispensée **jusqu'au 31 décembre 2021** de l'obligation d'inscrire dans son fichier des navires de pêche de l'Union les navires dont la longueur hors tout est inférieure à 10 mètres et qui opèrent à partir de Mayotte ;
- devrait tenir, **jusqu'au 31 décembre 2021**, un fichier provisoire des navires de pêche dont la longueur hors tout est inférieure à 10 mètres et qui opèrent à partir de Mayotte. Les navires enregistrés dans le fichier provisoire seraient considérés comme immatriculés à Mayotte.

Enfin, les **sous-produits animaux** et les produits dérivés obtenus à Mayotte devraient être éliminés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

## Pêche et santé animale: modification de certains règlements en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union

2013/0191(COD) - 17/12/2013 - Acte final

OBJECTIF : modifier certains règlements dans le domaine de la pêche et de la santé animale en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union.

ACTE LÉGISLATIF : Règlement (UE) n° 1385/2013 du Conseil portant modification des règlements du Conseil (CE) n° 850/98 et (CE) n° 1224/2009 et des règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 1069/2009, (UE) n° 1379/2013 et (UE) n° 1380/2013, suite à la modification du statut de Mayotte à l'égard de l'Union européenne.

CONTENU : le 11 juillet 2012, le Conseil européen a décidé **d'octroyer à Mayotte le statut de région ultrapériphérique, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014**, date à partir de laquelle la législation de l'Union s'appliquera par conséquent à Mayotte.

Les **mesures spécifiques** introduites par le présent règlement visent à tenir compte du caractère particulier de la situation économique et sociale structurelle de Mayotte, qui est aggravée par son éloignement, son insularité, sa faible superficie et son relief et son climat difficiles.

Les modifications adoptées visent notamment à :

- inclure dans le **champ d'application** du règlement (CE) n° 850/98 du Conseil les eaux bordant Mayotte en tant que nouvelle région ultrapériphérique et interdire l'utilisation de sennes tournantes dans la zone de 24 milles à partir des lignes de base de l'île de manière à préserver les bancs de grands migrateurs à proximité de l'île de Mayotte ;

- prévoir, jusqu'au 31 décembre 2021, une dérogation temporaire aux règles relatives à l'**étiquetage des produits de la pêche** proposés à la vente au détail au consommateur final à Mayotte ;
- dispenser la France, jusqu'au 31 décembre 2021, de l'obligation d'inscrire dans son **fichier des navires de pêche** de l'Union les navires dont la longueur hors tout est inférieure à 10 mètres et qui opèrent à partir de Mayotte. Jusqu'au 31 décembre 2021, la France devra toutefois tenir un fichier provisoire ;
- octroyer à la France un délai de cinq ans pour mettre en place, à Mayotte, l'infrastructure nécessaire au recensement, à la manipulation, au transport, au traitement et à l'élimination des **sous-produits animaux**, en parfaite conformité avec le règlement (CE) n° 1069/2009 ;
- accorder à la France un délai supplémentaire (jusqu'au 31 décembre 2021) pour se conformer à l'acquis de l'Union en ce qui concerne les **obligations relatives au contrôle** dans le secteur de la pêche, dans la mesure où elles concernent certains navires qui sont éparpillés autour de l'île et qui ne sont pas associés à un site de débarquement particulier. Au plus tard le 30 septembre 2014, un système de contrôle simplifié et provisoire devra toutefois être mis en place.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 01.01.2014.

## Pêche et santé animale: modification de certains règlements en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union

2013/0191(COD) - 12/12/2013 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 553 voix pour, 56 contre et 13 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement portant modification de certains règlements dans le domaine de la pêche et de la santé animale en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union.

La position en première lecture arrêtée par le Parlement suivant la procédure législative ordinaire modifie la proposition de la Commission comme suit :

**Base juridique** : le Parlement a proposé d'ajouter l'**article 349** du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne comme base juridique, Mayotte devenant une **région ultrapériphérique**. Il a souligné la nécessité de prévoir certaines mesures spécifiques, justifiées par la situation économique, sociale et structurelle particulière de Mayotte, qui est aggravée par son éloignement, son insularité, sa petite taille, sa topographie et son climat difficiles.

**Conservation des ressources de pêche** : en ce qui concerne le règlement (CE) n° 850/98 du Conseil visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins, le Parlement a proposé :

- d'interdire aux bateaux d'utiliser des sennes tournantes pour encercler des bancs de thon et d'espèces similaires dans la zone de **24 milles nautiques** au large des côtes de l'île de Mayotte, mesurée à partir des lignes de base qui servent à délimiter les eaux territoriales ;
- d'interdire la pêche sous dispositifs de concentration de poissons (DCP) dérivants et sous grands mammifères marins et requins-baleines (DCP naturels) dans l'ensemble du Parc Naturel Marin de Mayotte.

**Le Parc Naturel Marin de Mayotte** a été défini comme «l'ensemble de la zone économique exclusive (ZEE) de Mayotte, soit 68.381 km². Côté terrestre, le Parc s'étend jusqu'au haut de l'estran correspondant à la limite du domaine public maritime».

**Information du consommateur** (règlement (CE) n° 104/2000) : en ce qui concerne les exigences de traçabilité et d'information du consommateur pour les produits proposés à la vente au détail, le Parlement a proposé d'étendre jusqu'au **31 décembre 2021** le délai d'application de la législation européenne pour permettre à Mayotte de se mettre en conformité.

**Fichiers de la flotte de pêche** (règlement (CE) n° 2371/2002) : la France serait dispensée jusqu'au **31 décembre 2021** de l'obligation d'inscrire dans son fichier des navires de pêche de l'Union les navires mesurant **moins de 10 mètres** et qui opèrent à partir de Mayotte.

Jusqu'au 31 décembre 2021, la France devrait tenir un **fichier provisoire** des navires de pêche mesurant moins de 10 mètres et qui opèrent à partir de Mayotte.

**Mesures de conservation** : dans les eaux qui s'étendent jusqu'à 100 milles marins des lignes de base de Mayotte et dans toute la zone du parc naturel marin de Mayotte, la France aurait la possibilité d'adopter les mesures de conservation jugées nécessaires à la préservation des valeurs naturelles protégées par la législation portant création de ce parc.

**Règles sanitaires** (règlement (CE) n° 1069/2009) : les députés ont jugé nécessaire de permettre un temps d'adaptation à Mayotte pour permettre l'application des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine. Les règles s'appliqueraient à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2021**.

**Régime de contrôle** : les députés ont introduit une dérogation d'application du règlement (CE) n° 1224/2009 pour permettre à Mayotte de se conformer aux exigences de contrôle prévues par ce règlement.

D'ici au **1<sup>er</sup> janvier 2015**, la France devrait mettre en place un système national de contrôle applicable aux navires de pêche d'une longueur hors tout inférieure à 10 mètres et qui opèrent à partir de Mayotte.

D'ici au **30 septembre 2015**, la France devrait présenter à la Commission un plan d'action fixant les mesures à prendre pour assurer la mise en œuvre intégrale du règlement (CE) n° 1224/2009 à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2018** en ce qui concerne les navires de pêche dont la longueur hors tout est inférieure à 10 mètres et qui opèrent à partir de Mayotte en tant que région ultrapériphérique.

# Pêche et santé animale: modification de certains règlements en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union

2013/0191(COD) - 02/12/2013 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission de la pêche a adopté le rapport de João FERREIRA (GUE/NGL, PT) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification de certains règlements dans le domaine de la pêche et de la santé animale en raison du changement de statut de Mayotte à l'égard de l'Union.

La commission parlementaire recommande que la position du Parlement européen adoptée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire modifie la proposition de la Commission comme suit :

**Base juridique** : les députés ont proposé d'ajouter l'**article 349** du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne comme base juridique, Mayotte étant une région ultrapériphérique.

**Conservation des ressources de pêche** : en ce qui concerne le règlement (CE) n° 850/98 du Conseil visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins, le rapport a proposé :

- d'interdire aux bateaux d'utiliser des sennes tournantes pour encercler des bancs de thon et d'espèces similaires dans la zone de **24 milles nautiques** au large des côtes de l'île de Mayotte, mesurée à partir des lignes de base qui servent à délimiter les eaux territoriales ;
- d'interdire la pêche sous dispositifs de concentration de poissons (DCP) dérivants et sous grands mammifères marins et requins-baleines (DCP naturels) dans l'ensemble du Parc Naturel Marin de Mayotte.

**Le Parc Naturel Marin de Mayotte** a été défini comme «l'ensemble de la zone économique exclusive (ZEE) de Mayotte, soit 68.381 km<sup>2</sup>. Côté terrestre, le Parc s'étend jusqu'au haut de l'estran correspondant à la limite du domaine public maritime».

**Information du consommateur** : en ce qui concerne les exigences de traçabilité et d'information du consommateur pour les produits proposés à la vente au détail, le rapport a proposé d'étendre jusqu'au **31 décembre 2021** (au lieu du 16 décembre 2016) le délai d'application de la législation européenne pour permettre à Mayotte de se mettre en conformité.

**Fichiers de la flotte de pêche** : la France serait dispensée jusqu'au **31 décembre 2021** de l'obligation d'inscrire dans son fichier des navires de pêche de l'Union les navires mesurant **moins de 10 mètres** et qui opèrent à partir de Mayotte. La Commission avait proposé de fixer le délai d'application de la législation européenne au 31 décembre 2016 pour tous les navires mesurant moins de 9 mètres.

**Mesures de conservation** : dans les eaux qui s'étendent jusqu'à 100 milles marins des lignes de base de Mayotte et dans toute la zone du parc naturel marin de Mayotte, la France aurait la possibilité d'adopter les mesures de conservation jugées nécessaires à la préservation des valeurs naturelles protégées par la législation portant création de ce parc.

**Règles sanitaires** : les députés ont jugé nécessaire de permettre un temps d'adaptation à Mayotte pour permettre l'application des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine. Les règles s'appliqueraient **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021** (plutôt qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019).

**Régime de contrôle** : les députés ont introduit une dérogation d'application du règlement (CE) n°1224/2009 pour permettre à Mayotte de se conformer aux exigences de contrôle prévues par ce règlement. D'ici au **1<sup>er</sup> janvier 2015**, la France devrait mettre en place un système national de contrôle applicable aux navires de pêche d'une longueur hors tout inférieure à 10 mètres et qui opèrent à partir de Mayotte.

D'ici au **30 septembre 2015**, la France devrait présenter à la Commission un plan d'action fixant les mesures à prendre pour assurer la mise en œuvre intégrale du règlement (CE) n° 1224/2009 à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2018** en ce qui concerne les navires de pêche dont la longueur hors tout est inférieure à 10 mètres et qui opèrent à partir de Mayotte en tant que région ultrapériphérique.